

Alex Krainer : La trêve USA-Iran est finie — Trump piégé et vaincu

Alex Krainer est analyste de marché, auteur et ancien gestionnaire de fonds spéculatifs. Krainer explique que les États-Unis n'ont pas de voie menant ni à une victoire militaire ni à un règlement négocié qui préserverait leur position hégémonique dans la région. Substack d'Alex Krainer : <https://alexkrainer.substack.com/> Podcast d'Alex Krainer : <https://www.youtube.com/@kraineralex> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : <https://www.buymeacoffee.com/gdieseng> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons une fois de plus Alex Cranor, analyste de marché, auteur et ancien gestionnaire de fonds spéculatifs. Merci d'être revenu dans l'émission.

#Alex Krainer

Merci pour l'invitation, Glenn. Ravi d'être avec vous, et un salut chaleureux à votre public.

#Glenn

Alors, vous savez, on vient à peine de lancer ce nouveau projet, « Freedom of the United States », qui devait ouvrir le détroit d'Ormuz par la force. Ça devait commencer lundi. Eh bien, ça a échoué dès le premier jour. Le deuxième jour, Trump a dit : « Bon, on va mettre ça en pause. » Et quand on lui demande pourquoi, il répond maintenant : « Les Pakistanais nous l'ont demandé. » Apparemment, c'était la raison. Et maintenant, on a l'impression que ça pourrait repartir, puisqu'on voit ces navires de guerre américains essayer de traverser le détroit d'Ormuz. On a aussi Marco Rubio qui affirme que l'opération « Epic Fury » a atteint ses objectifs. Selon lui, elle est arrivée à sa conclusion. Mais en même temps, il insiste sur le fait que le détroit d'Ormuz doit être ouvert, que la situation actuelle est inacceptable. C'est donc, en gros, la principale raison pour laquelle ils ne peuvent pas déclarer la victoire et rentrer chez eux. Alors, comment comprendre ce qui se passe en ce moment ?

#Alex Krainer

Eh bien, il est évident que l'administration a une stratégie très réfléchie... de tout improviser au fur et à mesure. Et je pense qu'ils sont maintenant complètement dans une logique de réaction. Dès

que la situation change sur le terrain, ou qu'une nouvelle opportunité se présente, ils agissent sans vraiment anticiper les étapes suivantes. C'est clair que cette guerre n'aurait jamais dû avoir lieu, parce qu'elle a créé les problèmes qu'ils essaient maintenant de résoudre. Et je pense qu'ils sont en position de faiblesse pour y parvenir. Donc oui, ils réagissent plus qu'ils n'agissent. Et une partie du problème, c'est que Trump ne peut pas s'en sortir en revendiquant la victoire de manière crédible.

Donc, il cherche encore à humilier l'Iran, ou du moins il essaie, parce qu'il a besoin d'une preuve concrète, visible, qu'il a atteint ses objectifs, qu'il a gagné, qu'il a eu le dessus. Je ne comprends même pas pourquoi ils s'y prennent de cette façon, surtout qu'il doit se rendre en Chine jeudi prochain. Et je me demande si ce n'est pas une tentative désespérée d'y aller avec de meilleures cartes en main, plutôt que d'y aller en président affaibli, en échec, en fin de mandat. C'est vraiment difficile de comprendre ce qui se passe exactement, mais une chose est sûre : on est encore très loin d'une situation stabilisée.

#Glenn

Il me semble que Trump, son objectif, c'était en gros de tenter une frappe de décapitation contre l'Iran. Peut-être qu'on l'a aidé ou convaincu que ça avait de bonnes chances de réussir. Mais il avait toujours une option de repli, un peu comme ce qu'il a fait au Yémen : intervenir, faire quelques bombardements, et si ça ne marche pas, se retirer et proclamer la victoire. Le vrai problème ici, évidemment, c'est qu'il ne peut pas partir et déclarer la victoire sans contrôler le détroit d'Ormuz. Et ça, c'est quelque chose que l'Iran ne peut pas abandonner, parce que c'est, en quelque sorte, la base même de sa sécurité.

Il ne peut pas revenir à des sanctions paralysantes et à des menaces de guerre permanentes, alors que les États-Unis ont des bases dans les pays voisins. Donc... s'ils contrôlent le détroit d'Ormuz, ils peuvent en gros faire pression sur ces pays pour qu'ils se détachent des États-Unis, qu'ils ferment les bases militaires, qu'ils arrêtent de commercer en dollars, voire qu'ils versent des réparations, qu'ils punissent les pays qui continuent de sanctionner l'Iran. Je veux dire, l'Iran a beaucoup de leviers pour renforcer sa sécurité et sa position dans la région, s'il ne renonce pas à Ormuz. Mais ça veut aussi dire que, si le détroit d'Ormuz passe sous contrôle iranien, la domination américano-israélienne dans la région est, en pratique, terminée. Donc, il ne peut pas rentrer chez lui. Mais les Iraniens, eux, ne peuvent pas céder là-dessus. Alors, qu'est-ce qu'on a devant nous ? Comment cette guerre pourrait-elle se terminer ?

#Alex Krainer

Oui. On dirait bien qu'on entre dans une nouvelle escalade, et c'est vraiment tragique. Vous savez, juste avant que la guerre ne commence, dans ces derniers jours où même moi j'ai compris que ça allait arriver, je me suis demandé si Trump n'allait pas refaire une sorte de série de bombardements symboliques, un peu arrangés à l'avance — du genre : « on va vous bombarder ici, désolés, évacuez ce qui est sensible » — pour en faire, en gros, une guerre factice destinée au public américain, mais

assez légère pour qu'on puisse en revenir. Parce qu'avant le vingt-huit février, les États-Unis étaient encore en position de vraiment négocier avec les Iraniens.

Et les Iraniens se montraient plutôt ouverts. Ils avaient décidé d'ouvrir l'Iran aux entreprises américaines, ce qui aurait été quelque chose d'énorme pour Trump. Pas forcément une victoire spectaculaire façon Hollywood, mais une vraie victoire, parce que vous venez d'obtenir l'accès à la cinquième nation la plus riche du monde en ressources naturelles. Un pays de quatre-vingt-douze millions d'habitants, classé cinquième ou sixième au monde pour le nombre d'ingénieurs et de scientifiques formés. Quelle belle porte d'entrée ça aurait pu être. Et cette porte, on aurait pu la garder ouverte, si on avait choisi, disons, une guerre symbolique. Mais à la place, dès le premier jour, ils commettent un crime de guerre en tuant vingt joueurs de volley et cent soixante-huit écolières, et en assassinant le guide spirituel de l'Iran. Et ensuite, Trump monte sur scène et dit : « Eh bien, on l'a tué. »

C'était l'un des hommes les plus maléfiques de l'histoire, ce qui est complètement absurde, profondément déshonorant. Et maintenant, on ne peut plus revenir en arrière. Pour moi, c'est une façon particulièrement idiote de se coincer soi-même dans une impasse, où il n'y a plus de choix possibles. Donc maintenant, il ne reste que deux options : la victoire ou la défaite. Autrement dit, choisir de poursuivre la victoire ou d'accepter la défaite. Alors, si vous me demandez comment tout cela se termine, ma seule réponse, c'est que ça se termine par la défaite des États-Unis, parce qu'ils ne peuvent pas gagner militairement. Militairement, ils ne peuvent pas gagner. Mais en même temps, ils se sont enfermés dans deux options qui s'excluent mutuellement — non, rien entre les deux, aucune zone grise. Donc je pense qu'au final, vous savez, il se pourrait bien — apparemment ils ont déjà bombardé l'Iran cette nuit, il y a quelques heures — et évidemment, l'Iran va riposter. On est donc entrés dans une nouvelle escalade. Et au bout du compte, vous savez, ce seront les États-Unis qui seront vaincus.

Ils peuvent parler autant qu'ils veulent de la plus puissante armée du monde. Mais, vous savez, leur soi-disant armée la plus puissante du monde est éparpillée un peu partout — en Europe, sur sept ou huit cents bases militaires, partout. Ils mènent des guerres sans interruption depuis un quart de siècle. Leurs arsenaux sont vidés. Leurs troupes sont épuisées. Et ils se trouvent à l'autre bout du monde, où ils doivent maintenir des chaînes logistiques énormes juste pour continuer ces opérations militaires. Alors voilà, l'Iran était censé subir un changement de régime depuis deux mille six, d'après les plans des néoconservateurs. Et personne n'a osé le faire jusqu'à maintenant. Et il y a une raison à ça : c'était une idée stupide.

C'était une idée stupide dès le départ. Et il a fallu attendre Donald Trump pour qu'elle soit tentée. Pourquoi il a décidé de faire ça... euh, j'en ai vraiment aucune idée. Parce que, vous savez, j'ai regardé il y a environ dix jours, deux semaines, le monologue de Tucker Carlson. Et Tucker Carlson disait qu'il en parlait avec Trump depuis dix ans, et qu'il était convaincu qu'ils étaient sur la même longueur d'onde. Que Trump comprenait très bien que c'était une idée absurde, que partir en Iran était une erreur, qu'il était parfaitement conscient des risques. Et pourtant, il y est allé quand même.

Et il l'a fait d'une manière qui ne lui laisse aucune porte de sortie. C'est lui-même qui s'est enfermé dans cette situation.

Et puis, il est monté sur scène et il s'en est complètement approprié. Donc je pense qu'au final, ce sera une défaite pour les États-Unis. J'ai du mal à imaginer que les soldats américains soient très enthousiastes à l'idée d'être envoyés dans une sorte de broyeur humain, dont ils comprennent largement qu'il sert avant tout les intérêts d'Israël. Ce n'était pas le marché. Ce n'est pas pour ça que les Américains ont voté. Il n'y a donc pas non plus de soutien public à cette opération. Tout cela, à mon avis, est une erreur tragique et catastrophique de sa part. Et si on y ajoute son incapacité à reconnaître la défaite, à admettre l'échec et à se retirer, cela veut dire que cela conduira, au bout du compte, à l'expulsion définitive des États-Unis de la région.

#Glenn

C'est un bon point. Je veux dire, les États-Unis ont bien la plus puissante armée du monde. Mais, comme vous l'avez dit, quand elle reste organisée comme si elle devait encore être une hégémonie collective, c'est-à-dire présente partout sur la planète, elle finit par être étirée de toutes parts. C'est ça, le problème. Dans un monde multipolaire, on ne peut pas être partout à la fois. Il faut faire des choix, des ajustements. Et si on ne fixe pas de priorités, eh bien, on finit par n'en avoir aucune. Je pense que c'est exactement la situation dans laquelle ils se sont mis. Mais au-delà de cette armée dispersée, il y a aussi la dynamique très particulière, disons, de cette guerre contre l'Iran. Par exemple, pour ce qui est d'ouvrir le détroit d'Ormuz... l'Iran n'a pas besoin d'avoir une armée équivalente à celle des États-Unis.

Les armes qu'ils utilisent — que ce soit des mines, des drones sous-marins ou des drones aériens classiques — eh bien, ce sont des engins peu coûteux à fabriquer. C'est simple, ils peuvent facilement augmenter leur capacité industrielle pour en produire davantage, discrètement, sous terre. Et comme le détroit est très étroit, ils n'ont pas besoin d'armes sophistiquées pour bloquer les navires américains. Quelques drones, quelques missiles, et c'est fermé. Donc, on ne peut pas vraiment empêcher complètement l'Iran de disposer de cette capacité. En plus, l'Iran considère tout cela, et je pense que c'est assez logique, comme une menace existentielle. L'objectif, ici, ce n'est pas seulement un changement de régime, c'est la destruction de l'Iran. Alors, ils seront prêts à encaisser toutes les souffrances que l'Amérique leur infligera, parce que l'alternative serait bien pire. Mais du coup, la vraie question, c'est : que pourraient-ils faire dans une telle situation ?

Et je n'arrête pas de me dire que si les États-Unis deviennent vraiment désespérés, ils pourraient soit passer à des armes beaucoup plus puissantes — au moins, Israël pourrait larguer une bombe nucléaire. Mais même si l'autre option, c'est de désamorcer, de trouver une manière de déclarer une victoire et de rentrer à la maison, le problème ne se limite pas au détroit d'Ormuz. Il s'agit aussi de la présence américaine dans les États du Golfe, et de la relation avec Israël. Je veux dire, j'ai du mal à imaginer qu'Israël permette aux États-Unis de se désengager de ce conflit. Et c'est d'ailleurs ma question pour vous : est-ce qu'il est seulement possible de prolonger le cessez-le-feu ? Parce que le

Liban était censé en faire partie. J'ai du mal à croire que les Israéliens accepteraient de se retirer du sud du Liban. Alors, comment vous voyez les choses ? Je ne parle même pas de paix, mais simplement d'une prolongation du cessez-le-feu... vous pensez qu'il y a une chance, là ?

#Alex Krainer

Il semble que le cessez-le-feu ait déjà été rompu. Si ce que je lis dans les actualités aujourd'hui est exact, c'est déjà terminé, parce que les États-Unis sont allés bombarder plusieurs sites — je crois qu'ils ont bombardé les îles Qeshm, et peut-être une autre, je ne me souviens plus exactement. Mais en parcourant rapidement les infos avant qu'on se parle aujourd'hui, j'ai vraiment l'impression que le cessez-le-feu n'est plus d'actualité. Peut-être qu'ils le rétabliront plus tard. En ce qui concerne Israël, je ne sais même pas comment commenter, parce qu'on n'a pas l'impression qu'on agit sur une base rationnelle. On dirait tout simplement qu'il n'est pas capable de fonctionner sans être en guerre.

Donc, peu importe ce qui serait rationnel de faire. Ils pourraient même accepter un cessez-le-feu sous la contrainte, mais l'ignorer complètement et continuer comme s'ils n'avaient rien signé. Ils bombardent toujours des civils à Gaza. Ils bombardent toujours au Liban. Ils continuent de brutaliser les Palestiniens en Cisjordanie. Ils parlent encore d'entrer en guerre contre la Turquie. Ils parlent encore du Grand Israël. Et j'ai l'impression qu'aucune force politique ne se lève pour dire : attendez, stop, on ne peut pas continuer comme ça, on va droit à notre perte. Ils vont tous dans le sens du plus dur, du plus fort, du plus vite. Et pour moi, c'est comme une nation en plein délire, qui appuie à fond sur l'accélérateur de sa propre destruction.

Et maintenant, même la presse israélienne reconnaît que tout a déjà été détruit, que le pays est fini. Il ne reste qu'un fantôme, une apparence, une sorte de version Potemkine du pays, mais l'intérieur est vidé. Un article tout récent dans Haaretz en parle justement : toutes les décisions, tous les développements sont déjà allés à leur terme, le pays n'existe plus vraiment. Donc, au fond, la seule question, c'est de savoir quand ils seront complètement épuisés, ou quand leurs voisins finiront par s'unir et lancer une guerre totale contre Israël. Je ne parle pas seulement d'un échange de missiles, mais d'une véritable guerre au sol. Et on a déjà vu la première étape, puisque le Hezbollah a pris le contrôle de certaines zones et de plusieurs villages dans le nord d'Israël, aux dépens des Israéliens.

Et puis, quand on parle, tu sais, de la force militaire américaine, on pourrait penser, Glenn, qu'ils auraient tiré quelques leçons de l'Afghanistan. Ou qu'ils auraient appris quelque chose de leurs dix années passées à essayer de détruire Ansar Allah au Yémen. En Afghanistan, ils ont été en guerre pendant vingt ans. L'armée la plus puissante du monde, qui, il faut le dire, était sans doute encore plus puissante il y a vingt-cinq ans qu'au moment où elle est entrée en Afghanistan. Ils y ont passé vingt ans, perdu quatre à cinq mille soldats, complètement ravagé le pays... et au final, ils ont dû se retirer et le rendre aux mêmes talibans qu'ils voulaient renverser. Et c'est exactement la même histoire avec les Houthis au Yémen.

On pourrait penser que la plus grande puissance militaire du monde serait capable d'admettre une réalité pareille : oui, sur le papier, tout ça paraît immense, impressionnant même, mais il y a des problèmes. Des problèmes logistiques, d'abord. On ne peut pas mener facilement des guerres à l'autre bout du monde quand on n'a pas le soutien populaire dans le pays qu'on essaie de contrôler. Et maintenant, on s'en prend à l'Iran, qui est infiniment plus puissant qu'Ansar Allah ou que les talibans en Afghanistan. C'est un pays immense, quatre-vingt-douze millions d'habitants, une armée très puissante.

Peu importe ce que vous pensez avoir accompli avec vos bombardements... Imaginez que vous ayez frappé dix, quinze mille cibles à travers l'Europe de l'Ouest. Qu'est-ce que ça représente ? Une goutte d'eau dans l'océan. Donc, tout ce que vous croyez avoir détruit est probablement très loin de briser le pays ou de le vaincre. Autrement dit, ça n'arrivera pas. Vous savez, beaucoup de notes de politique, beaucoup de rapports de renseignement ont été rédigés sur ce sujet, et presque tous en sont arrivés à la même conclusion : c'est une idée stupide. Et puis, sous l'administration Trump, il y avait des conseillers autour de lui qui lui ont dit que c'était une idée stupide. Alors, qu'est-ce qu'il a fait ? Il les a virés. Il les a écartés.

Et maintenant, c'est un navire dirigé par une poignée d'officiers qui décident de ce qui se passe. Et ça veut dire que tout est possible. Je pense qu'une frappe nucléaire n'est peut-être pas envisageable de la part des États-Unis, mais qu'elle l'est de la part de l'Iran... pardon, d'Israël. Donc je crois qu'on traverse une phase assez chaotique dans l'évolution des événements, et que tout peut arriver d'un jour à l'autre. Mais il y a une chose que j'écarte complètement, c'est l'idée que Trump va simplement se retirer, qu'il va accepter que l'Iran soit désormais la nouvelle puissance régionale, et que les États-Unis doivent se plier aux conditions de l'Iran pour mettre fin à ce conflit.

#Glenn

Je pense que ce serait la décision la plus sage. Et puis, ce serait cohérent avec les objectifs que les États-Unis s'étaient fixés l'an dernier, à savoir s'adapter à une nouvelle répartition du pouvoir à l'échelle internationale. Parce que, si on prend un peu de recul, on voit bien que la plupart des guerres qui éclatent un peu partout dans le monde ont un point commun. C'est, je dirais, une lutte entre deux ordres mondiaux différents, parce que nous sommes en pleine transition. D'un côté, il y a l'ordre mondial unipolaire, dominé par les États-Unis, où l'on n'a pas besoin de faire de compromis, ni de tenir compte des préoccupations de sécurité des autres, et où les États-Unis peuvent s'imposer.

Et l'autre, celle où nous en sommes aujourd'hui, c'est une véritable répartition internationale du pouvoir, avec plusieurs centres d'influence. Dans ce contexte, les politiques du monde unipolaire ne fonctionnent plus. On a l'impression que c'est un thème récurrent, parce que, eh bien, par exemple avec l'Iran, les États-Unis, s'ils veulent résoudre cette crise, ne peuvent plus essayer de le faire dans le cadre limité d'une logique unipolaire. Ce n'est plus possible. Donc je pense qu'ils doivent, disons, prendre un peu de recul et accepter qu'il y a un changement plus large à l'échelle mondiale. Et on

peut dire la même chose pour les Israéliens : toute cette stratégie de « rupture nette » qu'ils ont suivie depuis une trentaine d'années reposait en grande partie sur l'idée qu'ils n'avaient pas besoin de faire de compromis avec d'autres pays.

On n'a pas besoin de faire des compromis. Avec les Américains derrière nous, on va simplement s'imposer et dicter nos conditions aux autres. En gros, c'est, vous savez, la paix par la force, ou, comme dirait l'OTAN, la paix par la puissance. Mais ça vaut aussi pour les Européens. Je veux dire, si on veut résoudre une crise avec les Russes, eux ne veulent la voir qu'à travers ce prisme de la préservation du moment unipolaire. En clair, les Russes doivent s'incliner, capituler, et payer des réparations.

En gros, l'OTAN doit continuer à avancer vers les frontières russes, et la Russie devrait simplement accepter que ce soit une force du bien. Mais encore une fois, je pense qu'aucun de ces conflits ne peut être résolu tant qu'on ne reconnaît pas que la répartition du pouvoir ne le permet plus. Peu importe que certains pensent que c'était une bonne ou une mauvaise époque, ce n'est tout simplement plus possible. L'Occident n'est plus dominant. Ça n'arrivera pas. C'est juste la réalité du monde. Mais je crois que c'est là tout le problème : ils continuent à voir les choses de manière étroite, comme si ce cadre-là était le seul acceptable.

L'idée, par exemple, en Europe, qu'on puisse avoir une architecture de sécurité collective qui prenne aussi en compte la sécurité du plus grand État du continent... c'est un blasphème. Rien que le suggérer, c'est presque de la trahison. On vous salira, on vous fera taire. Il n'y a tout simplement aucun appétit pour ça. Mais ce que je veux dire, c'est qu'en décembre deux mille vingt-cinq, les États-Unis ont reconnu, dans leur nouvelle stratégie de sécurité, que le monde devenait multipolaire. L'Europe est en déclin. Et ils ont aussi admis que les États-Unis ne peuvent pas être partout. Ils devraient se concentrer sur l'hémisphère occidental, et peut-être aussi sur l'Asie de l'Est.

Mais... mais au moins, ça élargirait un peu les choses. Ça reconnaîtrait le monde dans lequel on vit vraiment. Et là, tout à coup, il y aurait beaucoup plus d'occasions de trouver un nouvel équilibre, un statu quo qui apporte réellement la paix. Et où, tu vois, on n'aurait plus besoin d'écraser un adversaire qu'on ne peut pas écraser. Mais... à ton avis, qu'est-ce qui est arrivé à Trump ? Parce qu'on avait l'impression qu'en deux mille vingt-cinq, il penchait un peu dans cette direction, au moins avant le mois de juin. Il allait se retirer d'Ukraine. Il ne voulait plus se mêler d'une autre guerre stupide au Moyen-Orient. Et maintenant, on en est là. Ils ne se retirent pas d'Ukraine, ils envoient encore plus d'armes. Ils ne se retirent pas d'Iran, ils montent les marches de l'escalade. Alors, d'après toi, qu'est-ce qui s'est passé en Amérique ?

#Alex Krainer

Franchement, je n'en sais rien, Glenn. Je suis complètement perplexe. Les avis sur ce qui s'est passé couvrent à peu près tout le spectre des possibilités. Certains disent que Trump a toujours été comme ça, qu'il cachait simplement son jeu, et qu'il s'est juste révélé comme un archi-sioniste mondialiste.

Alors, je ne sais pas si c'est vrai ou pas. D'autres pensent qu'il s'est fait avoir d'une manière ou d'une autre, que quelqu'un a réussi à le retourner. Je crois qu'on ne peut pas non plus exclure cette hypothèse, parce qu'on sait bien que ces forces mondialistes, enfin... Voilà justement ce qui me laisse perplexe : cette volonté de prendre le contrôle total du Moyen-Orient et de faire tomber l'Iran, ça remonte au moins à la première administration Bush.

Et on se souvient tous de la révélation de Wesley Clark : en deux mille un, ils prévoyaient de faire tomber sept pays en cinq ans, et l'Iran était le dernier sur la liste. Autrement dit, le changement de régime en Iran était censé avoir lieu vers deux mille six. Bon, ils n'y sont jamais arrivés, mais la pression sur les différentes administrations pour aller en guerre contre l'Iran venait bien de quelque part. Et à l'époque, tout indiquait que ça venait d'Israël. Mais on sait que, en deux mille dix-neuf, la pression exercée sur Trump pour attaquer l'Iran venait plutôt du côté britannique, de l'ambassade du Royaume-Uni et de leur ambassadeur, Sir Kim Darroch. Et toute cette affaire s'est transformée en incident diplomatique, qui a finalement obligé le Foreign Office à Londres à rappeler Sir Kim Darroch et à nommer un autre ambassadeur.

Et cette fois, la pression vient de Netanyahou et du cabal sioniste aux États-Unis. Donc, on a, vous voyez, deux sources de pouvoir différentes qui poussent dans la même direction. Pour moi, ça suggère qu'il existe un niveau de pouvoir supérieur, qui exerce une influence décisive sur les deux, c'est-à-dire sur Israël et sur le gouvernement britannique, et, d'une certaine manière, aussi sur Trump. Une partie de cette équation tient sans doute au fait qu'Israël, l'une de ces sources de pression, est en réalité la création de l'autre, l'establishment britannique.

Israël a été créé par l'Empire britannique comme une tête de pont destinée à l'aider à contrôler le Moyen-Orient, ses ressources énergétiques et les routes commerciales qu'il était essentiel de maîtriser. Donc, pour moi, la grande puissance dont on parle ici, encore une fois, c'est la cabale bancaire, le cartel bancaire de haut niveau. Et comme ils ont un satellite très puissant à Wall Street, quand les choses se corsent, ils sont capables d'exercer une influence telle que, que Trump ait été d'accord ou non avec tout ça — et rappelons-le, en deux mille dix-neuf, il ne l'était pas —, ça ne change pas grand-chose.

Et, vous savez, si on lit les télégrammes de Sir Kim Darroch avec le Foreign Office en deux mille dix-neuf, ils étaient extrêmement agacés contre lui. Mais ils laissaient aussi entendre qu'ils continueraient à faire pression pour inonder l'entourage de Trump de conseillers proches de lui, des « chuchoteurs de Trump ». Et que, la prochaine fois qu'un prétexte se présenterait — si l'Iran faisait quelque chose qui pourrait provoquer l'indignation — ils pourraient alors faire basculer Trump. Alors, peut-être que c'est ce qui s'est passé. Mais je n'excluais pas la possibilité qu'il y ait eu des menaces contre Trump ou contre sa famille. Et si quelqu'un pense que là, on va trop loin, rappelons-nous qu'on a assassiné John F. Kennedy, et qu'on a aussi assassiné Robert F. Kennedy.

Et on sait que John F. Kennedy comme Robert F. Kennedy n'étaient pas vraiment des sionistes, qu'ils entretenaient une relation très tendue avec Israël. Et puis, John F. Kennedy voulait démanteler la

CIA, entre autres. Donc, je pense qu'évidemment, personne n'a été tenu pour responsable de tout ça, à part le tireur isolé. Ce qui s'est passé, en réalité, c'est que ces structures de pouvoir s'en sont sorties sans aucune conséquence, après avoir assassiné le président et son frère, qui était le prochain candidat à la présidence. Et non seulement elles n'ont pas perdu le pouvoir, mais elles l'ont consolidé. Elles sont devenues encore plus puissantes. Leur capacité à assassiner des présidents n'a pas disparu. Mais, vous savez, peut-être qu'aujourd'hui, elles n'ont plus besoin d'assassiner des présidents.

Peut-être qu'ils peuvent lui dire : écoute, si tu n'es pas avec nous là-dessus, on va commencer à tuer des membres de ta famille. On verra bien comment tu réagis à ça. Je ne sais pas. Je pense qu'on ne peut pas écarter cette possibilité. Et puis, si Trump est poussé jusque-là... en tant que commandant en chef et président des États-Unis, il doit en assumer la responsabilité. Il ne peut pas dire : oh, eh bien, je suis le président des États-Unis, mais quelqu'un d'autre tire les ficelles et moi, je me laisse porter. Je ne pense pas qu'on ait la réponse à toutes ces questions, mais quoi qu'il en soit, ce n'est pas Trump — autrement dit, il est leur homme de main, ça c'est sûr, et il porte la responsabilité de ce chaos.

Mais au fond, je pense que, depuis l'administration Clinton, puis celle de George W. Bush, d'Obama, de Biden, du premier mandat de Trump, et maintenant encore, ceux qui poussent cette politique ne sont pas les personnes que le peuple américain a élues par erreur. C'est une structure de pouvoir qui se situe au-dessus du président des États-Unis et de la classe politique américaine, au-dessus du Premier ministre britannique et de la classe politique britannique, et aussi au-dessus de Benjamin Netanyahu. Et je pense qu'on peut en cerner l'origine : cela remonte à la City de Londres, à ceux qui contrôlent la City, et qui ont créé l'État d'Israël.

Et on sait que, il y a environ cent ans, au moment de la Déclaration Balfour, même avant cette déclaration, la création de l'État d'Israël était déjà en discussion. Les anciens membres du groupe de Milner — Alfred Milner — appelé la Table Ronde, faisaient des déclarations dans les médias en disant que, si l'Empire britannique voulait rester une puissance maritime dominante dans le monde, il allait devoir céder cette région — c'est-à-dire la Méditerranée orientale, la Palestine — à une population particulièrement patriote.

Et donc, c'est ce qu'ils ont fait. Et je ne pense pas qu'ils aient jamais vraiment abandonné le contrôle d'Israël. À mon avis, ce sont les mêmes forces qui, pour les mêmes raisons qu'elles n'ont pas pu renoncer au Moyen-Orient depuis plus de cent vingt ans, ne pourront pas y renoncer maintenant. Alors, vous savez, cessez-le-feu ou pas, tout ça ira jusqu'à la défaite totale et définitive d'un camp ou de l'autre. Et je pense que, cette fois, ce seront les forces impériales qui seront vaincues.

#Glenn

J'allais dire, il n'y a même pas besoin de menacer de tuer Trump. Les dossiers Epstein s'occupent déjà d'une bonne partie de tout ça. Mais c'est intéressant... Vous savez, si on regarde les

déclarations de Trump au cours des quarante dernières années, il y a quand même une contradiction. Il n'a cessé de répéter que toutes ces guerres sans fin étaient une énorme erreur. Qu'on devrait rester en dehors de tout ça. Qu'on devrait arrêter de financer les guerres des autres. Et en même temps, il affirme aussi que l'Amérique a toujours été faible — qu'on ne devrait pas laisser l'Iran faire ceci, ou pourquoi on les laisse faire cela. Alors, comment concilier les deux ? Il semble qu'il trouve souvent la réponse en disant que, finalement, ces dirigeants étaient simplement faibles. Qu'on peut y arriver simplement en montrant de la force.

Et c'est un peu sa méthode principale... c'est-à-dire qu'il mise sur la pression maximale, et souvent, c'est ce qui lui a permis d'obtenir ce qu'il voulait. Mais ma préoccupation, ça a toujours été : que se passe-t-il quand cette pression maximale se heurte à une autre grande puissance, ou au moins à un pays important, qui craint pour sa survie ? Parce qu'on peut exercer une pression maximale contre la Russie, mais Trump a remarqué que ça ne change rien. Si la Russie se sent menacée dans son existence même, elle ira jusqu'au bout. Et quand on applique cette même pression maximale contre les Iraniens ? Eh bien, eux aussi font face à une menace existentielle. Eux aussi iront jusqu'au bout. Donc, à un moment, il s'est retrouvé face à un mur. Et là, la question, c'est : qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on change la méthode pour atteindre le succès, ou est-ce qu'on part en guerre ?

Et je suppose que, comme vous l'avez dit, s'il a autour de lui assez de « chuchoteurs de Trump » pour lui répéter à quel point il est formidable, et que tout le monde reculera quand sa puissante armée apparaîtra, alors oui, il a peut-être la tendance narcissique de croire à ce genre de discours. Je voudrais vous poser une dernière question : comment cette guerre avec l'Iran influence-t-elle maintenant la guerre en Europe, ou celle de l'OTAN, ou encore la guerre entre l'OTAN et la Russie en Ukraine ? La guerre iranienne a clairement détourné beaucoup de ressources de l'Ukraine. Les Américains continuent d'envoyer des armes, mais on parle beaucoup de retards, voire de livraisons détournées. Donc, si les États-Unis ont aujourd'hui moins de moyens, et peut-être même moins de volonté, de s'engager dans la guerre contre la Russie en Ukraine, il semble que les Européens, à moins de faire la paix avec la Russie — ce qui n'est pas à l'ordre du jour —, vont devoir eux-mêmes intensifier leur engagement.

Et on voit effectivement quelques exemples de ça. Et tout ça se produit, bien sûr, à un moment très sensible, alors que la protection américaine sur l'Europe est en train de disparaître. En même temps, la Russie semble aujourd'hui déterminée à rétablir sa dissuasion en frappant en retour. Donc, c'est une période à la fois étrange et dangereuse pour toute forme d'escalade. Et c'est justement maintenant qu'on voit les Européens — ou du moins certains pays européens, le Royaume-Uni et neuf pays du Nord — former ce nouveau bloc naval pour faire face à la Russie. Je me demandais, comment vous analysez cette situation ? Parce que si on devait finir dans une guerre majeure avec la Russie, avec la possibilité que les Russes lancent une frappe nucléaire limitée pour rétablir leur dissuasion, j'ai l'impression que c'est désormais le scénario le plus probable.

#Alex Krainer

Oui, c'est une situation très intéressante, Glenn. Alors, ça s'est passé il y a quelques jours, le vingt-trois avril. Ce jour-là, les représentants britanniques et les chefs de la marine de dix nations européennes ont signé les protocoles pour la création de la Force expéditionnaire conjointe. Et c'est vraiment intéressant, parce que dix pays d'Europe du Nord acceptent volontairement de placer leurs marines sous commandement britannique, évidemment dans l'intention de créer une nouvelle alliance militaire dirigée contre la Russie. Leur objectif, en gros, c'est de couper la Russie de ses routes maritimes du Nord et de la harceler. Ils le font déjà, d'ailleurs, avec des abordages agressifs de navires russes et des inspections de bateaux soupçonnés de contourner les sanctions, ou de faire de l'espionnage, ou autre chose du genre.

Et donc, ça oblige les Russes à réagir. Du coup, ils envoient, apparemment, du personnel de sécurité lié au FSB sur des pétroliers de grande valeur, ou bien ils dépêchent des sous-marins ou des frégates pour les escorter. Et ensuite, les Britanniques disent : « Ah, les incursions russes dans nos eaux augmentent. » Ben oui, forcément, puisque vous les harcelez. Les Russes sont donc obligés d'envoyer des escortes militaires avec leurs cargos. Et après, on dit : « Regardez, ils font des incursions dans nos eaux. » C'est une sorte d'escalade automatique, qui, de toute évidence, part encore une fois de Londres. Voilà, c'est aussi ça le problème.

Il me semble que, finalement, toutes les routes mènent toujours à Londres. Parce que cette nouvelle Force expéditionnaire conjointe, clairement conçue pour provoquer la Russie, est encore une création de l'establishment politique britannique. Le quartier général est à Londres, le contrôle opérationnel est à Londres, et c'est un général britannique qui commande cette structure. Ils n'en sont pas encore là, parce qu'ils se sont donné environ quatre ans pour, comment dire, mettre toutes ces forces en cohérence. Aujourd'hui, ils ont encore des équipements différents, des standards électroniques différents, et des types d'armement qui ne sont pas compatibles. Leur objectif, c'est d'harmoniser tout ça pour pouvoir fonctionner comme une seule unité militaire. Et ça, c'est un processus, et un investissement important.

Mais encore une fois, ce qu'il faut vraiment expliquer, c'est pourquoi dix nations européennes accepteraient de se mettre en danger, de risquer une guerre avec une puissance nucléaire, et de soumettre leurs marines au contrôle d'un centre de commandement basé à Londres. Pourquoi ont-elles accepté d'être dirigées par une puissance qui, de toute évidence, a des intentions agressives envers la Russie ? Pourquoi aucun de ces pays ne s'est-il dit : peut-être que nos intérêts seraient mieux servis en cherchant à coopérer avec la Russie, à vivre en coexistence pacifique, pour que tout le monde soit en sécurité, que chacun puisse commercer avec les autres, et qu'on puisse se concentrer sur le développement de nos économies ? Et au lieu de ça, ils adhèrent tous à un programme qui comporte des risques énormes de les entraîner dans une guerre dévastatrice contre une puissance nucléaire. C'est vraiment difficile à comprendre.

En plus, ces dix pays sont tous membres de l'OTAN. Ils font déjà partie d'une alliance militaire. Alors, pourquoi auraient-ils besoin d'en créer une nouvelle ? Eh bien, ils le disent eux-mêmes. Ils expliquent qu'ils veulent être plus agiles, qu'ils ne veulent pas avoir à gérer tout le poids de l'OTAN, sa

bureaucratie, tout ce qui pourrait limiter leur liberté d'action. Donc, ils ont monté une nouvelle alliance. Mais si cette alliance se retrouve en difficulté face à la Russie, ils vont dire : « Ah, mais nous sommes des pays membres de l'OTAN, l'article cinq s'applique, tout le monde doit s'unir et partir en guerre contre la Russie. » En gros, c'est un fil déclencheur. Et c'est fait délibérément. Le problème, c'est que tout ça pousse le monde entier au bord d'une Troisième Guerre mondiale. Et si on suit la trace, ça finit toujours par mener à Londres. Donc, je pense qu'il faut vraiment prendre cette situation au sérieux.

Et ils disent aussi, vous savez, qu'on a besoin de ça parce qu'il faut ramener l'attention du Moyen-Orient vers la Russie. Parce que, vous voyez, le Moyen-Orient, c'est peut-être l'obsession de Trump, mais à Londres, on reste surtout focalisé sur l'Ukraine et sur la Russie. Et là-bas, ils sont en train de perdre. Donc, ils ont besoin d'un deuxième front. Et, vous savez, à l'origine, ça devait être les Balkans — cette poussée vers la guerre dans les Balkans depuis que Trump est arrivé à la Maison-Blanche. Maintenant, ils essaient de l'attiser dans les pays baltes. Mais c'est cette cabale qui nous pousse vers une Troisième Guerre mondiale. Et pour les raisons qu'on a évoquées, leurs ambitions sont fondamentalement hégémoniques. Ils ne lâcheront rien. Ils ne lâcheront jamais. Ils essaient de prendre le contrôle de la Russie depuis plus de deux siècles, et ils n'ont jamais arrêté. Et donc, ils ne s'arrêteront pas tant qu'un camp ou l'autre ne sera pas complètement vaincu et détruit.

#Glenn

Je pense que la raison pour laquelle ils sont prêts, en gros, à risquer leurs propres pays au lieu de défendre leurs intérêts nationaux de base en s'adaptant à ce nouvel équilibre des puissances, c'est que cette guerre ne porte pas simplement sur la question de savoir si Kramatorsk doit faire partie de la Russie ou de l'Ukraine. C'est une guerre qui pose une autre question : est-ce qu'on aura un système multipolaire, ou un système unipolaire avec une hégémonie collective ? Et je pense que, s'ils parviennent à repousser les Russes, ils auront alors ce puissant bouclier ukrainien devant eux. Les Américains reviendront, derrière eux. Et c'est ça, la formule de l'hégémonie collective. Mais s'ils commencent à faire preuve de bon sens, à commercer, et à accepter un nouveau statu quo, cela voudra dire, oui, une nouvelle répartition du pouvoir.

Ça veut dire un système multipolaire. En fait, ce n'est pas si différent de l'Iran. Ce n'est pas très différent non plus de la fin de la guerre économique entre les États-Unis et la Chine, où les deux pourraient prospérer s'ils coopéraient. Mais ça suppose qu'ils acceptent de vivre à côté de la Chine comme un égal. Et je ne pense pas que... encore une fois, je crois que cette grande lutte, sur le type d'ordre mondial qu'on veut, n'est pas encore derrière nous. Ma prédiction, c'est que tout ça va se terminer... disons que ce nouveau monde va naître dans le sang et le feu, pas par la diplomatie. Malheureusement. J'espère me tromper, bien sûr. Du sang, du feu et des virus, Glenn. C'est ce qui arrive. Des temps intéressants. Oui, extrêmement. Merci beaucoup d'être venu, Alex. J'apprécie. Merci pour l'invitation, Glenn. Prenez soin de vous. Au revoir.